

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
avril 1983

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDES ROYALISTES — N° 16 — 12 FRANCS



- L'avenir du royalisme français — Histoire du mouvement monarchiste italien —
- Lettre d'un carliste espagnol — Revue monarchiste de la presse — Reportage sur les voleurs à la tire —
- Polémique sur la culture française — Compte rendu de deux ans de lecture de «Royalistes» —
- Le débat sur les Pershing (points de vue communiste, écologiste, royaliste, etc. —
- Tribune des adhérents : «Le lys rose ?» —

LE DÉBAT SUR LA STRATÉGIE DE LA NAR

Dans le dernier numéro du «Lys Rouge», nous avons publié la lettre de Jean-Pierre Lamy à Bertrand Renouvin sur le royalisme et son avenir. Sans prétendre épuiser ainsi un débat tout à fait fondamental, nous publions aujourd'hui la réponse que lui fait Bertrand Renouvin.

Cher Ami,

Votre lettre me donne l'occasion de faire quelques mises au point sur la stratégie de la NAR. Elle ouvre surtout un débat sur les institutions de la Vème République et sur la monarchie qui me paraît nécessaire.

1/ LES CHOIX POLITIQUES DE LA NAR

Notre décision de mai 1981 aurait, dites-vous, «ruiné un acquis historique très important». L'accusation est d'autant plus grave qu'elle est manifestement pure de toute polémique, d'autant plus sérieuse qu'elle remet en cause l'attitude de la NAR depuis sa fondation.

Nous avons, il est vrai, arraché le royalisme aux sables mouvants de l'extrême-droite. Etait-ce pour le situer dans le ciel des idées pures ? Bien au contraire. Le royalisme de la NAR s'est défini et s'est fait connaître par ses engagements. Puisqu'il est question d'acquis historique, il faut rappeler que la NAR s'est engagée, à ses débuts, dans le dialogue avec le gauchisme, qu'elle s'est engagée dans la lutte contre le racisme, qu'elle s'est engagée dans un long combat contre le libéralisme avancé.

Vous me direz que tous ces engagements se situaient dans la perspective d'un «ni droite, ni gauche» que nous aurions abandonné en mai 1981. Il serait facile de montrer que chaque fois que la NAR a fait un choix politique, ce même reproche lui a été adressé. En 1971, nous étions gauchistes. En 1974, complices des socialistes. Et depuis 1981, nous nous serions définitivement alignés sur la gauche. Il suffit de lire nos textes et d'évoquer nos prises de position pour constater que ce reproche manque de fondements.

Le vote de 1981 (qui fut une décision collective et non une attitude personnelle) s'explique par trois séries de considérations :

- le vote contre Giscard se situait dans la logique de notre opposition radicale au libéralisme avancé.
- notre projet politique rejoignait celui de F. Mitterrand sur plusieurs points importants,
- enfin ce dernier nous paraissait capable, à la différence de son prédécesseur, d'assumer dignement sa fonction.

Mais cette décision n'impliquait aucun alignement à gauche comme nous l'avons montré dès juin 1981 en n'appelant pas à voter pour les candidats socialistes aux législatives, et une nouvelle fois aux municipales en ne passant aucun accord national avec le P.S.

SOMMAIRE

- Réponse à Jean-Pierre Lamy page 1
(B. Renouvin)
- Histoire du mouvement monarchiste italien (F. Torriero) page 3
- Courrier (Mathieu S. - Eric B.) page 6
- Une lettre d'Espagne page 7
- Revue de presse monarchiste
 - «L'Unité» et Juan-Carlos page 9
 - «Paris-Match» et la Chine page 11
 - «Le Quotidien de Paris» et Maurras page 12
- Faits divers (F. Aimard) page 14
- A propos de Jack Lang page 16
(E. Mousset)
- 2 ans de lecture de «Royaliste» page 17
(une étude détaillée et chiffrée)
(NAR-Nice)
- Débat sur les Pershing
 - pt de vue d'un communiste page 28
 - pt de vue d'un écologiste page 30
 - pt de vue royaliste page 31
 - réponse du «Lys Rouge» page 32
- Le «Lys Rose» ? (tribune libre des adhérents) (B. Tabuteau)

Le bulletin d'abonnement est en page 34

LE LYS ROUGE

revue de libre débat de la N.A.R.

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Directeur de la publication :

Yvan Aumont

Commission paritaire 62 187

dépôt légal : 1983-2

imprimerie spéciale

Il me paraît donc clair que la NAR continue de se situer à l'écart des rivalités partisans, se bornant à soutenir dans ses grandes lignes un projet qui lui paraît préférable au précédent.

Le choix que nous avons fait est effectivement une conséquence de notre projet politique, de notre conception du royalisme, qui est inséparable de notre situation de citoyens, vivant dans une période donnée et confrontés à des problèmes précis. Aussi ne pouvons-nous mépriser ce que vous appelez le «combat des chefs» et renvoyer ceux-ci dos à dos : il n'est pas indifférent que Mitterrand soit Président, et que Giscard ou Chirac espèrent revenir aux affaires. Un royalisme qui se contenterait de distribuer les blâmes, de mettre tout le monde dans le même panier en attendant le «retour du Roi» ne serait pas sérieux : c'est par son témoignage, par ses engagements, que le royalisme peut gagner en influence - et non par une prise de distance, par un arbitrage purement fictif.

Quant aux diverses sensibilités royalistes qui trouble-raient les Français, il convient de ne rien exagérer : la NAR est le seul mouvement royaliste à avoir une action politique réelle, donc le seul mouvement royaliste qui existe aux yeux de l'opinion. Le seul aussi qui ne soit pas en contradiction (c'est le moins qu'on puisse dire) avec la pensée du Prince comme l'a démontré certain article paru dans «Le Monde».

2/ LA QUESTION DU PROJET

Cela nous amène à la seconde partie de votre réflexion, consacrée au rôle du Prince. Vous le souhaiteriez plus limité que celui dévolu au Président de la République. Mais l'exemple que vous donnez (le Prince protecteur des libertés) l'exposerait aux mêmes «risques» que ceux que vous redoutez. La lutte contre les «bastilles», contre les «féodalités», contre les corporatismes, entraînerait des «brisures» infiniment plus nettes, des affrontements infiniment plus graves que ceux qui pourraient naître d'un projet de politique étrangère, tout simplement parce qu'on touchera aux intérêts particuliers. L'unité n'est pas l'unanimité, l'arbitrage n'est pas l'abstention. Les rois de France ont toujours affirmé un projet, et lutté pour l'accomplir. La conduite de la politique française ne peut être abandonnée à des majorités de circonstance, à des hommes de parti, entre lesquels le Prince maintiendrait une sorte d'équilibre.

Le Prince est l'héritier d'un projet politique, diplomatique. Comme de Gaulle en son temps, sa tâche sera de le mettre en œuvre, malgré et au besoin contre les réactions partisans et les égoïsmes. Théoriquement concevable, le «retrait» dont vous parlez ne serait pas tenable. Défendre et promouvoir la liberté, dont la justice ne saurait être séparée, implique une révolution économique et sociale : lutte contre les oligopoles, contre le patronat de «droit divin», contre les privilèges corporatistes, promotion de l'autogestion, d'une réelle autonomie locale et régionale, affirmation des droits effectifs des citoyens, etc. Ce n'est pas un pouvoir en retrait qui peut réaliser une telle révolution, mais au contraire un pouvoir qui s'engage dans la réalisation d'un projet.

L'indépendance du pouvoir monarchique est la condition première de ce que l'on nomme «changement». Et vous voudriez que la force de l'institution demeure inemployée, que cette possibilité de transformation demeure cantonnée dans un seul domaine ? Même tactiquement, ce «retrait» ne me semble pas judicieux : ce n'est pas d'un pouvoir moins présent que les Français ont besoin mais au contraire d'un Etat qui soit porteur d'un projet global pour la nation et pour la société. Et c'est parce que ce projet existe trop peu, demeure trop flou, manque d'enracinement historique, ne porte pas une claire vision de l'avenir, que le jeu de massacre électoral tend à se développer.

3/ LA FRANCE

La question du mode de dévolution du pouvoir est à poser au Prince directement : je vous renvoie aux déclarations qu'il a faites sur ce point et qui montrent que la question que vous posez est loin d'être théorique.

De même, il n'appartient pas aux royalistes de se prononcer sur la création d'un «organe» propre à la Maison de France. Cet organe a existé : «Le Courrier Royal», puis le «Bulletin» ont joué un rôle très positif. Rien n'interdit de souhaiter que quelque chose se recrée, sous une forme nouvelle, et selon des modalités conformes à l'esprit et aux nécessités du temps. Mais il est évident que la décision ne nous appartient pas. Quant au projet du Prince, quant à la conception de la monarchie, nous ne tarderons pas être fixés.... Et le débat que vous avez amorcé gagnera en précision.

Amicalement

Bertrand RENOUVIN

UN PEU D'HISTOIRE

SUR LE MOUVEMENT MONARCHISTE ITALIEN

A notre demande, Fabbio Torriero a rédigé, directement en français, un résumé de l'histoire du royalisme italien.

Le mouvement monarchiste italien n'a pas eu d'organisation formelle avant la naissance de l'UMI. Dans l'histoire (1861 - 1943) nous n'avons eu que deux associations «constitutionnaliste» et «libérale-catholique», quant à l'esprit monarchiste, il s'incarnait dans l'identification du peuple italien dans la Maison de Savoie, le loyalisme monarchiste étant le fait de tous les différents partis qui respectaient la Constitution (de gauche : le parti réformiste, radical (Crispi, De Pretis Nicotera, Sacchi, Nitti) - de droite : le parti libéral et conservateur, (Cavour, Sella, Ricasoli), et la droite constitutionnaliste : Sonnino, Bonghi).

L'Union monarchiste Italienne est née en 1944 dans le Sud de l'Italie, pour donner une impulsion monarchiste à la «Résistance» contre les Allemands (1943-45) puis à Rome pour sensibiliser dans le sens monarchiste les partis du Comité Libération Nationale (CLN).

Après 1945, l'UMI se réorganisa et elle est devenue association nationale, populaire; l'unique organisation monarchiste reconnue par le Roi Umberto. L'UMI comme dit son statut «est une association politique au dessus des partis, qui veut la victoire de la Monarchie et qui réunit tous les hommes de toutes tendances et de tous partis, mais de ligne royaliste.»

Notre premier combat a été celui du référendum de 1946 (10.700.000 votes pour la Couronne). L'UMI, après le référendum, a toujours continué à lutter pour un nouveau référendum, la restauration monarchique, le retour du roi Victor-Emanuel III et de la Reine Elena, et pour l'abrogation de l'exil du Roi Umberto. L'UMI a toujours maintenu son rôle de guide des candidats monarchistes qui se sont présentés sous toutes les couleurs (MSI-PLI-DC-PSDI-PSI-PR).

Puis, en 1948, une fraction des royalistes décida de se détacher du mouvement monarchiste italien et, refusant de faire de la politique dans les différents partis, décida de fonder un parti exclusivement royaliste. Le parti monarchiste italien prit ainsi les dénominations suivantes : 1948 - Partito Democratico Italiano - 1953 naissance du Partito Nazionale Monarchico dont une scission donna le Partito Monarchico Popolare. La réunification en 1958 prit le nom de Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica (PDIUM).

Mais le parti monarchiste avait tendance à disparaître, voire à partir de 1972, à se dissoudre dans le MSI, d'extrême-droite philo-fasciste. Il est vrai que dans son histoire, le parti monarchiste italien avait toujours eu une politique conservatrice de droite.

De son côté l'UMI, au contraire, a toujours continué à faire une politique d'union entre tous les royalistes, de droite, de gauche, du centre et, avant les élections, a toujours indiqué ses députés (adhérents à l'UMI) dans tous les autres partis, pour faire avancer la cause de la Monarchie au Parlement. L'UMI compte aujourd'hui 60 députés adhérents (MSI, PLI, DC, PSDI, PSI, P. radicale).

L'histoire de l'UMI compte 6 congrès (1946 - 48 - 1955 - 1962 - 1969 - 1976). Le plus important a été celui de 1976 où nous avons vu la naissance de l'Union Internationale Monarchiste (UIM), avec des organisations comme la NAR, la RN, le PPM, le ML, l'UME, etc.). Lors de sa réunion de Stresa, l'UMI a élaboré son programme aux cours de différentes commissions (école, culture, travail, UIM, politique). Il en est né une nouvelle ligne politique royaliste.

Les dirigeants les plus importants de l'UMI sont l'ancien secrétaire Benedettini, l'actuel secrétaire Boschiero, le président Taddei et les vice-secrétaires De Napoli-Galano, Fiorentino. L'organisation de la jeunesse royaliste est le Front Monarchiste Giovanile (FMG).

Les problèmes irrésolus du royalisme italien

1/ L'absence d'une ligne politique monarchiste, réelle, alternative. Cela est dû au fait que «l'interpartitisme» de l'UMI ne signifie pas confusion, absence, mais ligne d'union entre toutes les positions dans la monarchie.

2/ Le monarchiste italien croit-il en la monarchie autrement que comme en une évocation du passé, autrement que par son amour de la dynastie ? Le fait d'être pour une constitution monarchique ne semble pas impliquer des choix politiques actuels. Or je pense que s'il est vrai que la monarchie n'est pas une faction, cela ne doit pas dire que les royalistes ne peuvent avoir une ligne politique monarchiste.

3/ Les monarchistes italiens n'arrivent pas à savoir s'il est préférable d'être représentés par une association comme l'UMI ou par un véritable parti. Nous vivons chaque jours dans d'âpres polémiques.

4/ Le mouvement monarchiste italien a toujours penché du côté de la droite conservatrice.

5/ Quelques royalistes ont cherché à sortir de l'absence d'une ligne politique royaliste, mais ils ont idéologisé la Monarchie (voir l'exemple des royalistes catholiques-traditionalistes qui ont fondé une doctrine dogmatique comparable à celle de la pensée contre-révolutionnaire du 19ème).

Fabio TORRIERO

ANNEXES

Les différents mouvements royalistes italiens sont affiliés à l'UMI, qui est la maison de tous les royalistes italiens, l'unique association reconnue par le roi, la voix du roi en exil. Les mouvement monarchistes travaillent dans la plus parfaite indépendance, chacun dans leurs secteurs où ils lient des amitiés politiques avec des partis italiens.

1/ IL CENTRO D'AZIONE MONARCHICA (CAM) est ce qui reste du vieux Parti monarchiste italien, de droite; il a comme journal «Tribuna Monarchica» et «Tribuna Politica».

2/ ALLEANZA MONARCHICA (AMI). C'est la partie libérale du vieux parti qui n'a pas voulu se fondre en 1972 dans le MSI. Journal : «Alleanza Monarchica» et «Democrazia Monarchica».

3/ IL FRONTE POPOLARE DI RISCOSSA MONARCHICA (FPRM) est une création du MSI. C'est un courant royaliste d'extrême-droite à l'intérieur du MSI.

4/IL RAGGRUPPAMENTO CATTOLICO-TRADIZIONALISTA-MONARCHICO (RCTM) est proche de Mgr Lefebvre. Journal «La Crociata».

6/II MOVIMENTO NAZIONALE MONARCHICO est de centre-droit. N'a pas de journal. Le courant culturel et politique que je représente dans l'UMI est la ligne radicale-réformiste (très proche de la NAR), représentée par un grand nombre de jeunes et de dirigeants qui se battent pour le renouvellement du royalisme.

Dans le passé nous avons eu deux exemples de formations royalistes-réformistes : Le Parti National du Travail (1948) et le Mouvement Populaire Monarchiste.

APPEL

Si je vous écris, c'est que je suis tout d'abord Monarchiste. Mais de plus j'ai à vous parler d'un monument en péril. Il s'agit de la chapelle royale de Rosny sur Seine construite à la mémoire du Duc de Berry. Dernièrement la mairie a fait des travaux pour aménager un théâtre dans la chapelle. Pour ma part j'ai écrit à la mairie de Rosny S/S, au ministre de la Culture et j'ai fait une pétition avec plus de 250 signatures. Mais cela reste insuffisant. Alors je compte sur le soutien des royalistes. Ecrivez à la Mairie de Rosny S/S 78710 pour exiger des explications.

Mathieu S.

COURRIER

J'ai 15 ans, je vis à 500 km de Paris, je suis interne. Donc, vous en conviendrez vous-même, je suis dans l'incapacité absolue d'assister au congrès; néanmoins je souhaite que vous connaissiez les idées d'un nouvel adhérent.

a/ la politique culturelle de la France dans le monde. Il serait important de souligner que le combat que la France mènera avec les nations africaines, méditerranéennes et américaines ne sera qu'un combat d'opposition et que le combat de propositions se fera à l'intérieur des communautés partageant une même culture.

b/ la pratique socialiste des institutions. Je pense que la NAR, indépendante de tous les partis, doit, tout en insistant sur les pratiques socialistes, comparer avec avant et songer au futur.

DES ARGUMENTS QUE DIABLE :

Mon travail de propagande à l'intérieur de mon lycée serait réellement positif si je disposais d'arguments solides. Oh ! N'allez surtout pas croire que je n'en trouve pas; mais pour trouver il faut chercher et chercher prend du temps; je vous l'avoue je préfère prendre du temps à l'échange d'idées vivant entre amis qu'à des travaux laborieux et se révélant inefficaces.

- pourquoi ne pas faire paraître dans le «LYS ROUGE» des fiches de démonstration, d'argumentation, facilement travaillables, précises, synthétisant vos travaux ??? (...)

Eric B.

UNE LETTRE D'ESPAGNE

le 15 septembre 1982

Monsieur le directeur du « Lys Rouge »,

Avec beaucoup de retard, j'ai décidé de vous écrire, pour manifester ma satisfaction pour la rubrique parue dans le dernier numéro, sur les organisations royalistes dans le monde.

Comme vous le dites bien dans votre revue, le royalisme ne peut - ni ne doit - s'internationaliser à la façon du socialisme ou des libéraux. Mais, pourquoi pas une coordination minimum pour échanger des expériences, des études, des projets, et aussi des amitiés, enfin, pour mieux se connaître et lutter pour ce que l'U.I.M. se donne comme objectifs ? Pour moi ils ont raison.

Ancien militant carliste jusqu'à la presque disparition du Parti en 1979 - aujourd'hui, il n'existe plus sauf dans le Pays basque et la Navarre - je n'ai pas perdu mon attachement à la Monarchie, dans la longue marche qui nous a conduit des positions traditionnalistes au socialisme autogestionnaire. Bien que cette évolution m'ait marqué - je suis encore plus proche du PSOE que de n'importe quel autre parti espagnol - c'est tout naturellement que je me suis rallié à la Monarchie de Don Juan Carlos Ier, peu après ses premiers actes comme Roi. J'ai ainsi mis fin à mon «questionnement dynastique», mais je crois qu'aujourd'hui il n'y a pas de «question dynastique» dans l'Espagne actuelle.

Tout de même, je suis sensible et d'accord avec un de vos arguments : véritablement il n'y a pas lieu, ni raison d'être pour un «parti royaliste» dans l'Espagne actuelle, mais comme vous, je me demande si une réflexion typiquement royaliste ne serait pas utile pour l'Espagne.

Certes, la Monarchie paraît consolidée, le Roi est l'homme le plus populaire du pays, il y a des journaux et des revues qui ont toujours eu une tendance monarchiste, mais ils sont plutôt conservateurs, et pour moi le défi reste d'intégrer véritablement la gauche au projet royal, pour que des déchirements comme ceux de 1931-39 disparaissent pour toujours de l'Histoire de mon pays.

C'est pour ça que je vous demande les adresses de vos abonnés espagnols, afin d'établir des contacts avec eux. Je vais aussi écrire à l'Union Monarquica pour voir qui sont et ce que font ces messieurs, car je suis un isolé, dans le sens du royaliste militant.

C'est dans cette condition d'isolement que j'ai toujours retrouvé dans les publications royalistes françaises - et particulièrement dans les vôtres - comme une nourriture intellectuelle. Parce que je vous connais de toujours, ayant commenté à lire «Aspects de la France» en 1967. Puis je me suis abonné en 68 à «Aspects» et à «AFU». Avec mon ami Gérard Pol je suis allé au camp «Maxime Real del Sarte» du château d'Olbreuse, en 71, quelques mois avant la crise d'où est sortie la «NAF». J'ai reçu «NAF» depuis son numéro 6, et aussi «Arsenal» et aujourd'hui «Royaliste-Université», «Les cahiers» et le «Lys Rouge» de votre mouvement, «Aspects» et les «Cahiers Charles Maurras» de la R.N. - comme vous je les trouve figés dans le passé - «Je suis Français» de l'U.R.P. et j'ai quelques numéros de la «Revue royaliste» ...

Par ailleurs j'ai commencé de recevoir «Monarchia-Oggi» des Italiens et aussi «Amanha» du P.P.M.

Avec Gérard Pol et François Davin, que j'ai connu à la concentration carliste de Monterjorra en 1968 et avec qui j'ai toujours de bonnes relations personnelles, j'ai été aux Beaux en 73 et en 81. J'espère pouvoir être avec vous aux prochaines Journées Royalistes .

Pour tout cela, il est naturel que votre dernier numéro m'ait donné entière satisfaction.

A. C.
Valencia - Espagne

Viva el rey!

Les rapports entre la monarchie et le Parti socialiste ont de tout temps été difficiles. Des champs de bataille de la guerre civile à la lune de miel d'aujourd'hui que de chemin parcouru!

PAR GILBERT SANS

POUR la première fois depuis près d'un demi-siècle, la rentrée parlementaire en Espagne n'a pas relevé d'un simple rituel incantatoire auquel il est séant de sacrifier. Le rituel n'est pas près, d'effacer le contenu du discours royal. « Votre représentativité provient d'une élection qui constitue un modèle de participation, d'ordre et de liberté. Le peuple espagnol a manifesté de manière évidente que les désirs d'une minorité s'appuyant sur la force ne doivent jamais prévaloir sur la volonté de la majorité des citoyens exprimée de manière libre et pacifique... La relève politique décidée par la population constitue l'essence de la démocratie... », devait notamment déclarer le monarque avant d'appeler Felipe Gonzalez à former le futur gouvernement de l'Espagne. Ce dernier, après avoir présenté son programme gouvernemental de quatre ans, a été investi par les Cortes le mercredi 1^{er} décembre (1).

Le Parti socialiste vient de loin et ses relations avec la monarchie également. Il fut fondé, en Espagne, l'an 1879, quand dans toute l'Europe

aucun système monarchique ne pouvait mériter le qualificatif de « modéré », encore moins de « progressiste ». Un fossé infranchissable séparait traditionnellement les systèmes monarchiques, fussent-ils constitutionnels, des organisations projetant d'affranchir les peuples de la misère et de la soumission. Pour le P.s.o.e., comme pour tout le mouvement ouvrier européen, la monarchie constituait un pouvoir que l'on devait changer, avec lequel aucun accord n'était imaginable et dont on ne devait attendre aucune réforme. Et ils avaient raison.

De ce point de vue aussi, l'arrivée des socialistes de Felipe Gonzalez au pouvoir constitue une nouveauté historique. A la fin de la Première Guerre mondiale, l'Europe traverse une crise de type prérévolutionnaire. En Espagne, c'est la restauration, après la répression, qui suivit la « semaine sanglante » de Barcelone. Mais le système mis en place écarte délibérément de toute représentation les forces sociales du pays. L'Espagne bouillonne. En Andalousie, la révolte paysanne devient permanente. L'addition des facteurs andalous, du régionalisme catalan, des menaces de l'armée, etc. empêchera alors que la

question de l'avenir du mouvement ouvrier ne soit posée dans les mêmes termes que dans les autres pays européens, entre les tenants de la voie parlementaire et pacifique et les nouveaux admirateurs de la Révolution russe.

Accord entre républicains et Don Juan de Bourbon

Le débat n'aura pas lieu : l'Espagne n'a pas eu de congrès de Tours. Longtemps le P.c.e. ne sera qu'un tout petit groupuscule. Dans les années trente, la monarchie sort complètement discréditée — définitivement croit-on — de la dictature de Primo de Rivera. Socialistes et monarchistes ne se rencontreront plus que sur les champs de bataille de la guerre civile : face à face. Après le coup d'Etat et la victoire militaire franquiste, le dirigeant socialiste Indalecio Prieto proposera à plusieurs reprises un accord entre républicains et Don Juan de Bourbon, père du roi Juan Carlos, comme possible alternative à la dictature. Cette perspective eut vraisemblablement un moment le soutien du Département

d'Etat américain et de la C.i.a., coincés entre l'exigence démocratique et morale des peuples occidentaux (« Après Hitler, Mussolini... Franco ! ») et la « menace communiste », préfiguration de la guerre froide. La direction du P.s.o.e. s'opposera toujours à cette solution « contre-nature ».

Socialistes et monarchistes traversèrent ainsi séparément la longue nuit franquiste. Les uns plus confortablement que les autres... Voici à peine cinq petites années, le P.s.o.e. n'acceptait que du bout des lèvres, et disons-le, contraint et forcé, l'institution monarchique. Les jeunes socialistes tenaient alors congrès (toléré par les autorités) sous les couleurs du drapeau de la République. Pourtant, on s'en aperçoit clairement seulement aujourd'hui, quelque chose de « neuf » était en train de naître.

En 1975, le franquisme agonise dans le crime. Cinq militants anti-franquistes sont assassinés cette année-là ; souvenons-nous : le jeune basque « Txiki » à Barcelone, Otazgui à Burgos, trois militants du F.r.a.p. à Madrid. La même année, Don Juan de Bourbon, de son exil portugais, se déclare favorable au retour de la démocratie.

« L'Unité » n° 491

(suite en page 10)

Autre image : quatre jours après les assassinats, et cinquante jours avant sa propre mort, du haut du balcon du Palais royal de la place d'Orient à Madrid, devant cent mille personnes, Franco justifie sa politique et mobilise une dernière fois contre les dangers bolchéviques, et maçonniques. Derrière lui, au fond du même balcon, le successeur désigné, un Bourbon, des allures de jeune homme, comme embarrassé, plus que discret en tout cas ce jour-là... le futur « Juan Carlos Primero ».

La suite est mieux présente à nos esprits. Les débuts du jeune roi seront prudents. Encore peut-on aujourd'hui remarquer que, dès ses premiers discours, la notion de « concorde nationale » est présente, premier glissement sémantique du post-franquisme. En 1976, le roi se rend en Catalogne — une nouveauté. Franco balaisait la Catalogne au point de n'y mettre jamais les pieds — l'accueil populaire est surprenant pour tout le monde. Puis tout ira très vite. L'année suivante, Santiago Carrillo accepte publiquement la monarchie, le P.s.o.e. retire de ses textes la revendication républicaine. Le rôle politique du roi devient déterminant au fil des épreuves. Juan Carlos n'est plus ce « roi-let » fidèle aux « principes fondamentaux du Mouvement » (2). Il devient le vrai chef de l'Etat et des forces armées. Une anecdote révélatrice : le 20 novembre 1979, date anniversaire de la mort du caudillo, les fascistes manifestent place d'Orient. On n'y cite plus le nom de Juan Carlos, alors en voyage officiel au Mexique mais on chante : « Qu'il reste à Mexico, Mexico, qu'il reste à Mexico » et ne retourne jamais plus.

Le travail

ne manquera pas

Les choses ont donc bougrement changé. Répondant au discours du roi, le nouveau président de l'Assemblée, Gregorio Peces-Barba, ne déclarait-il pas la semaine passée que « monarchie et parlement ne sont pas des termes contradictoires, mais complémentaires... » L'élection d'un homme, comme Peces-Barba, tenant d'une certaine conception humaniste du socialisme, à la tête du congrès est en elle-même significative. Gregorio Peces-Barba provient tout droit des milieux jeunes démocrates chrétiens qui, dans les années soixante, ne se satisfaisaient plus du grand silence franquiste. Il marque également la présence dans le nouveau P.s.o.e. d'un courant chrétien. C'est la pre-

mière fois dans un pays où, traditionnellement, la religion catholique servait d'abord de ferme soutien aux classes possédantes et au fascisme.

Pour la nouvelle assemblée parlementaire et le nouveau gouvernement, le travail ne manquera pas. Plus de deux cents projets et propositions de lois demeurent inaboutis ou non débattus par les anciennes Cortes. Sans parler des nombreuses dispositions propres au programme électoral des socialistes. Parmi les toutes premières préoccupations législatives des députés, figureront la régularisation de l'objection de conscience et les possibilités de substitution d'un service social au service militaire, le débat sur le Code pénal et les pouvoirs judiciaires, la réforme de la justice militaire. Sur le terrain des autonomies, l'assemblée devra juger de l'attribution officielle d'un canal de télévision pour les communautés régionales et du pourcentage des impôts d'Etat impartis aux mêmes communautés. Le P.s.o.e. devrait par ailleurs présenter rapidement les projets de lois portant sur la défense des consommateurs et une réforme sur les droits de succession.

En politique internationale, il appartiendra aux nouvelles Cortes de se prononcer sur le « traité d'amitié et de coopération entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique ». Il n'est pas impossible que les socialistes exigent de revoir certaines dispositions de ce traité. A Washington, en tout cas, on se montre assez préoccupé et fort pressé de dialoguer avec l'exécutif espagnol.

La satisfaction du roi est aujourd'hui évidente de voir Felipe Gonzalez prendre en main les destinées espagnoles. Hormis les problèmes politiques pendants et immédiats (terrorisme, entrée dans la C.e.e., rapports avec les Etats-Unis...), l'année 1982 marquera d'abord la rencontre historique entre l'institution monarchique et le P.s.o.e. Deux entités appartenant, à des titres bien sûr différents et le plus souvent violemment opposés, à l'histoire et à la culture populaire de l'Espagne. Le 13 décembre prochain, un hommage national sera rendu au père du roi, Don Juan de Bourbon. Parmi les adhésions enthousiastes (et spontanées ?) à cette manifestation, on relève les noms de leaders socialistes très connus comme Miguel Boyer, Luis Yanez ou Javier Solana. Fréquemment cruelle, l'Histoire sait aussi être ironique. Dans son hideux monument funéraire de la « Valle de los Caídos », le cadavre de Franco en a pris, à nouveau, un sacré coup de vieux.

aux élections.
(2) « El Movimiento », la Phalange, parti unique fasciste.

(1) Trois députés socialistes français — Pierre Guéhen, vice-président de l'Assemblée, Jean-Pierre Destred et Pierre Guéhen — assistent spécialement

Ma première rencontre surprenante: l'héritier du trône impérial devenu peintre

Le premier jour, au hasard et sans rien en savoir, nous affirmons connaître quelque part dans Pékin, l'existence de l'héritier de la famille impériale. Nous formulons le désir de le rencontrer.

— Impossible ! répondent nos guides. D'ailleurs, il n'y a pas d'aristocrates en Chine.

Nous insistons. Ils nous grondent gentiment. Nous les menaçons d'en faire la demande au vice-ministre lui-même. La menace fait son effet. Le lendemain, nous avons rendez-vous avec l'héritier.

Rêvons un peu. Retournons en arrière. Oublions Sun Yat-Sen, Tchang Kai-Chek et Mao Zedong. Imaginons que l'Empire céleste n'ait jamais basculé en république populaire. Nous sommes en 1982, sous la dynastie des Ts'in. Qui gouverne en Chine ? Le Prince Pu Song Chuang, 68 ans, arrière petit-fils de l'Empereur Tao Kouang. Il se contente pour le moment d'être peintre, calligraphe, professeur et père de six enfants nés de sang royal.

En réalité, Pu Song Chuang, aristocrate réhabilité, aime l'art, adore les mobylettes mais déteste la politique. Travailleur indépendant, donc vrai « capitaliste », il gagne 900 francs par mois et loue son modeste logis, trois pièces obscures au fond d'une « hutung » (ruelle) du vieux Pékin, trois yuans (18 francs).

Des splendeurs de la dynastie Mandchoue, il ne lui reste qu'un encrier de porcelaine, de lointains souvenirs, et le titre illusoire de « Général Gardien du pays ».

En revanche, sa maisonnette regorge de trésors résolument occidentaux : deux télévisions, quatre radio-cassettes, un ventilateur électrique posé fièrement sur le réfrigérateur, d'innombrables machines à calculer, un homard empaillé.

Son dernier fils, manœuvre dans une usine de bonbons, pratique les poids et haltères, collectionne les petites bouteilles d'alcool vides et dort avec un vieux fusil à ses pieds en rêvant de chasser les oiseaux. Songe impossible, hélas ! car voir un oiseau aujourd'hui dans le ciel de Pékin est un événement : Mao les jugeait inutiles et les fit tous exterminer.

Le Prince Pu Song Chuang peint chez lui, sur la table de la salle à manger, encombrée de gadgets, de baguettes en plastique, de bols de soupe, de grains de riz, d'arêtes de poissons, de vieilles dentelles et du nécessaire à couture de sa femme. Il vend ses tableaux aux collectionneurs, aux Chinois d'outre-mer par l'intermédiaire des magasins d'Etat et enseigne à l'Université des Beaux-Arts de Pékin. Comme le veut la tradition millénaire, il n'utilise encore pour exécuter ses œuvres que de l'encre noire, du papier de riz et des pinceaux en poils de chèvre et de loup.

Jusqu'en 1949, le Prince Pu Song Chuang, ses frères, ses sœurs et ses parents vivaient dans un palais de la Cité impériale. Son père, conservateur des tombeaux de l'Est et de l'Ouest et régent des affaires royales — ce qui à l'époque était

encore une tâche politique — élevait des chevaux de courses, des chiens-loups qu'il faisait venir spécialement de Belgique et possédait la plus belle volière d'oiseaux sauvages de tout le céleste Empire.

A l'arrivée de Mao, la famille est chassée du Palais et envoyée à la campagne. Pu Song Chuang reste seul à Pékin et s'installe dans une humble maisonnette du quartier populaire.

Du jour au lendemain, la peinture devient propagande et l'usage de l'encre noire contre-révolutionnaire.

« Pour ne pas déplaire à Mao qui avait pourtant l'habitude de dicter ses ordres militaires à l'encre noire, nous devons peindre à l'encre rouge quelque chose qui glorifiât la révolution culturelle ou mieux encore, qui illustrât les poèmes du Timonier », se souvient Pu Song Chuang.

Interdiction donc de reproduire, comme on le fait en Chine depuis des millénaires, les mêmes paysages et les mêmes animaux. Un jour, Chou En-Lai commande à Pu Song Chuang, et à une dizaine d'artistes, une série de peintures pour décorer un grand hôtel en construction à Pékin.

Le soir du vernissage, c'est le scandale. Respectant les canons classiques, les hommes ont reproduit à l'encre noire sur du papier de riz, les paysages et les animaux de l'Empire céleste. « L'exposition noire » est taxée de « contre-révolutionnaire » et les peintures exposées immédiatement détruites.

— En fait, raconte Pu, c'était un complot politique dirigé contre Chou En-Lai. Pendant deux ans, je n'ai pas touché un pinceau.

Puis, la révolution culturelle l'envoie aux champs où il apprend l'art subtil de garder des cochons. « Les gardes étaient plutôt courtois avec moi et l'air de la campagne n'a jamais fait de mal à personne », dit-il sobrement, et sombrement.

A la chute de la Bande des Quatre, il rentre à Pékin, retrouve sa maison, sa liberté et ses pinceaux. Aujourd'hui, si la révolution n'avait pas mis fin aux dynasties célestes, Pu Song Chuang pourrait être tiré au sort entre ses frères et ses cousins et devenir l'héritier possible de l'Empire de Chine.

Ça ne l'émeut guère, même s'il regrette parfois les splendeurs passées, et les gens du quartier ignorent que le petit homme qui fume des cigarettes aux chrysanthèmes et bricole ses mobylettes avec une joie gamin, est né dans un palais où officiait un bataillon de domestiques aux pieds nus.

Deux mois par an, Pu Song Chuang va étudier la nature et faire des croquis dans les provinces de Yunnan et du Setchuan. Comme le faisait autrefois ses père, grand-père et arrière-grand-père. Il n'adhère pas aux mouvements des artistes contestataires. Les peintures se vendent bien et cher. Le ministère de la Culture vient d'acheter 4 000 francs l'un de ses tableaux. Pu Song Chuang rit :

— Les ministres ne connaissent ni la culture, ni la peinture, mais ils paient. — Est-ce comme cela chez vous ? demande-t-il innocemment...

Il s'est offert deux mobylettes et les a rebaptisées « moto ». Le Prince prétend détester la vitesse mais il faut le voir foncer comme un bolide dans les rues de la capitale où règne comme un fleuve infini, la bicyclette.

extrait de
« Paris-Match »
décembre 1982

Un grand rôle dans l'histoire de la pensée

Les grands adversaires finissent par se ressembler. On ne mesure pas assez tout ce qu'il y a d'amour dans la haine. Ainsi Charles Maurras qui passa sa vie à tenter de balayer l'influence pernicieuse de l'auteur du « Contrat social » a fini par posséder bien des points communs avec lui. Leur doctrine leur a échappé. Ils ont été écrasés sous le monument qu'ils avaient construit, monument tel qu'en érigent les écrivains à la fois magnifiques et contradictoires avec des aperçus inouïs et des balourdises grandioses.

Tous deux à leur manière furent des génies venus à la construction de système politique après s'être adonnés à la littérature. Surtout leurs disciples les ont desservis dans la façon dont ils ont mis leur doctrine en action : les égorgeurs de la Révolution n'avaient pourtant rien à voir avec le paisible auteur des « Réveries d'un promeneur solitaire », pas plus que les hystériques de la collaboration avec l'Allemagne, les ignobles propagateurs de l'antisémitisme, n'ont eu l'assentiment du penseur qui écrivit « Pascal punt » ou « le Voyage d'Athènes ».

Il reste que Maurras hors de sa doctrine politique fut un journaliste tout à la fois remarquable et néfaste : « l'Action française » qu'il créa avec Léon Daudet fut une extraordinaire caisse de résonance de la pensée de l'entre-deux guerres.

Les plus grands écrivains, tel Bernanos, y collaborent. Le Maurras monarchiste fait sourire. Le Maurras polémiste, talentueux et visionnaire avant la guerre de 40, écrivit pendant l'Occupation des textes qui ne l'honorent pas. Pour cette raison, il fut condamné à la réclusion perpétuelle. La justice a rendu son verdict sur l'attitude du « collaborateur ». On ne doit pas

l'ignorer. On ne doit pas non plus en tirer prétexte pour exclure Charles Maurras de l'histoire de la pensée où il a joué un très grand rôle.

Reste l'œuvre, quelles qu'en furent les déviations. Elle est importante, variée, contradictoire. Pour qui fréquente les idéologues modernes, elle possède d'abord une qualité indéniable : la clarté et l'agrément littéraire ; on y sent un homme qui a baigné dans la culture classique avec un enthousiasme d'autodidacte. Sur l'œuvre politique, c'est certain, par nombre d'aspects elle peut apparaître un peu folklorique, ne serait-ce que dans son souci de restauration monarchique. Mais une œuvre vide aurait-elle eu une telle influence ? Et quelle influence ?

Il faudrait citer la quasi-totalité des écrivains de l'entre-deux guerres, de Barrès à Bernanos, sans compter le général de Gaulle. Malraux écrivait de lui : « Charles Maurras est une des plus grandes forces intellectuelles d'aujourd'hui », et Montherlant : « Il y a un effort vers la clarté, un goût de serrer le réel, une horreur de l'affectation et du verbiage, que je dois à lui et à nul autre. A tout écrivain que j'estime, je souhaite de subir cette influence. »

Ces réflexions d'écrivains de valeur montrent qu'il y a une injustice à réduire Maurras au polémiste dévoyé de la collaboration. L'écrivain, le penseur, restent à redécouvrir. Levons le voile du silence. D'accord ou pas d'accord avec lui, il mérite qu'on lui donne ce qu'on ne manque pas de prodiguer à nombre de penseurs du néant : le droit de dire qu'il existe. A quelle place ? C'est une autre question. Ce dossier tente d'en donner la réponse.

Jean-Marie ROUART

extrait
du « Quotidien
de Paris »
décembre 1982

LE QUOTIDIEN DE PARIS - N° 840 - MARDI 14 DECEMBRE 1982

MAURRAS

LE MAUDIT

Mort il y a trente ans, le 16 novembre 1952, le fondateur de l'Action française, le défenseur du nationalisme intégral a eu une très grande influence. Son œuvre politique est importante. Quelle est aujourd'hui sa place ?

René Rémond : « La faiblesse d'une pensée systématique »

Sur la pensée de Maurras, on peut avoir le point de vue de l'historien, et le point de vue qu'impose l'actualité d'aujourd'hui.

La pensée de Maurras a eu une grande influence. Elle a été l'une des composantes de la philosophie commune (dans la mesure où il y en a eu une) de plusieurs générations. Elle a rejoint une philosophie à bout de souffle, celle de la contre-révolution, qui se survivait, et qu'elle a fait entrer dans un deuxième siècle. Maurras en a fait une synthèse avec l'aspiration nationale, qui en était distincte, qui était de gauche et qu'il a récupérée. Ceci est original. C'est ce qui a fait la cohérence du système.

Car c'est un système, bien qu'il se définisse comme un empirisme. C'est une pensée très systématique (d'ailleurs ce trait qui a fait sa force autrefois, fait aujourd'hui sa faiblesse), dans ce système, beaucoup ont trouvé un cadre pour leur pensée, et en ont été profondément marqués. Sans lui, on ne comprendrait pas bien l'histoire politique et intellectuelle — plus

intellectuelle, en fait, que politique : Maurras s'intéressait davantage à la culture, comme on dit aujourd'hui, qu'au politique.

Cette pensée a eu du mal à durer parce qu'elle associe des tendances centrifuges qui ne demandent qu'à diverger. Et l'arbitrage s'est toujours fait en faveur du conservatisme. Il y avait une pente sociale, populaire, dans cette école : au Cercle Proudhon, chez Georges Valois, mais elle s'est toujours trouvée au maurrassisme, qu'on retrouve aujourd'hui à la Nouvelle Action française (laquelle, d'ailleurs, s'est allée en 1968 avec les gauchistes). Mais qu'est-ce qui survit réellement de la pensée de Maurras ? Pas grand-chose. Qu'est-ce qui reste, même dans la NAF, du maurrassisme ? La synthèse s'est désagrégée.

Une raison en a été l'épreuve des événements. La guerre, en particulier, a amené les maurrassiens à choisir des positions antagonistes. Certains ont résisté au nom du nationalisme, d'autres ont été tentés par l'attentisme (en fonction du prin-

cipe de « la France seule ») ou par la collaboration. De cette épreuve, l'école maurrassienne ne s'est pas relevée. Une autre raison de son déclin est la totale indifférence du maurrassisme à l'égard des réalités économiques et sociales. Sans aller jusqu'à faire de l'économisme, il y a à l'égard de ces réalités, dans le système maurrassien, une telle ignorance que ce système s'en trouve un peu en dehors de son temps, intemporel.

On fait un peu facilement des nationalistes d'aujourd'hui les héritiers de Maurras. Le nationalisme n'appartient à aucune école de pensée. C'est une forme vide, qui peut accueillir toutes les idéologies. (D'ailleurs, une des faiblesses du nationalisme maurrassien est qu'il est exclusif et restrictif. Il exclut tout un pan de l'histoire de France : celui qui va de la Révolution à Maurras. Il n'y a quand même pas que les quarante rois qui ont fait la France !)

Le régionalisme ? C'est comme le nationalisme, un de ces thèmes divergents qui pousse

d'un camp à l'autre. Aujourd'hui, il est repris par la gauche. Pour autant, peut-on faire un mérite à la pensée de Maurras ? Cela revient à poser la problème des sources...

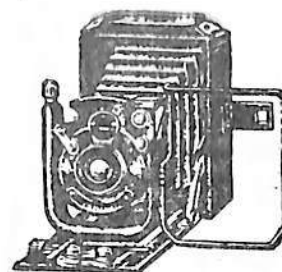
Autre survivance du maurrassisme, le « politique d'abord » ? Maurras n'est pas le seul à l'avoir dit.

Au fond, je me demande si ce n'est pas sur le terrain religieux que se perpétue le maurrassisme : dans le courant intégriste. Quelqu'un comme Mgr Lefèvre est très proche de ce système de pensée contre-révolutionnaire (plus que de sa composante nationaliste). C'est à Saint-Nicolas-du-Chardonnet qu'on trouverait sans doute le plus d'héritiers de Maurras.

Propos recueillis
par Laurence COSSE

© René Rémond, historien, est l'auteur de « La Droite en France » (Fayard).

FAITS DIVERS



Ce petit reportage sur les voleurs à la tire dans le métro n'a pas la prétention d'apporter des solutions à un mal auquel chacun d'entre nous peut être confronté. Le but de son auteur n'est surtout pas de désigner de quelconques boucs émissaires. Mais la vérité est difficile à dire. Publié dans «Royaliste», cet article aurait peut-être provoqué des polémiques malsaines. Comment jurer que le public de notre bi-mensuel ne comporte pas des racistes ou de faux-vertueux, et comment apprécier l'impact d'un article sur ces gens là ? Prudence... Nous réservons donc ce texte aux «few happy» du «Lys Rouge». Nous vous invitons d'ailleurs à nous donner votre avis. Cet article était-il publiable tel quel dans «Royaliste» ? Avons nous eu raison ou tort d'être prudents ?

REPORTAGE

Tous les samedis et tous les dimanches matin entre 9 h 30 et 11 h, des voleurs à la tire opèrent au métro Brochant... depuis des années.

Les victimes ? Des touristes, la plupart venant de l'hôtel Berthier-Brochant, provinciaux ou plus souvent encore étrangers. Soyons même plus précis : il s'agit presque toujours d'un homme entre 40 et 60 ans, accompagné de plusieurs personnes, femmes et enfants.

Premier scénario : Un Arabe d'une trentaine d'années gêne l'accès au wagon en se tenant planté, bien droit, devant la porte. Le touriste dont la famille est déjà montée s'affole en entendant le signal sonore de fermeture des portes. Il fait mine de pousser le gêneur pour entrer. Mais le gêneur tient solidement grâce à un complice qui s'arcboute derrière lui. De chaque côté de la porte, deux complices, debouts. L'un d'eux descend précipitamment avant la fermeture des portières. Le gêneur s'indigne très fort en prenant les voyageurs à témoins : «— Qu'est-ce que c'est que ces manières, pourquoi il me bouscule ...» Le temps d'arriver à la station «La Fourche» où nos trois compères descendent également. Le pauvre touriste a alors, mais un peu tard, l'idée de mettre la main à la poche arrière de son pantalon. Evidemment : plus de portefeuille.

Deuxième scénario : Nous savons maintenant parfaitement reconnaître les voleurs à la tire. Il s'agit de jeunes maghrébins entre 25 et 30 ans. Bien habillés souvent. Une équipe de base comporte 3 ou 4 personnes, parfois 2 seulement, jamais plus de 6. Le premier est au pied de l'escalier d'accès au quai. Il repère la future victime (nous l'avons décrite, ajoutons que le touriste idéal est celui qui a un portefeuille dépassant largement de sa poche arrière, ou gonflant visiblement son blazer).

Plus loin sur le quai un complice lit «Le Monde» de la veille, on pourrait le prendre pour un étudiant. Il pliera soigneusement son journal quand la rame entrera dans la station car cet accessoire est essentiel pour dissimuler la main du voleur. Plus loin encore, un autre complice également debout, porte son blouson replié sur le bras (même utilisation). A l'autre bout du quai un quatrième lascar tout à fait anodin. Nous ne l'identifierons qu'au moment où le premier quittera son poste au pied de l'escalier en déambulant sur le quai et semblant parler tout seul, en arabe. Il transmet ses consignes.

La rame de métro arrive, le touriste est entrée dans la voiture. Derrière lui, un des tire-laines arrive assez rapidement. Il exerce une légère pression avec son bras dans le dos de sa victime et, pendant ce temps, se saisit du portefeuille - sans précautions particulières - Signal sonore. Il redescend précipitamment. Les portes se ferment. Le touriste met à la main à son portefeuille... qui n'est plus là.

Les plus étonnant de l'affaire c'est que chacun peut assister au spectacle. Un vieil immigré montre du doigt le voleur en action à sa petite fille. D'autres personnes regardent en faisant mine de ne pas voir. Il s'agit presque d'un spectacle populaire dont seule la victime n'est (provisoirement) pas au courant.

Comment intervenir ? Tout se passe très vite et il faut une certaine habitude pour comprendre tout ce qui se passe. Crier, les dénoncer ? Trop tard pour sauver le portefeuille, la porte est fermée et la voiture roule... Et puis ces voleurs sont du quartier, il fréquentent les cafés ouverts tard le soir et dont les consommateurs discutent longtemps sur les trottoirs, au pied des immeubles d'habitation. Pourquoi se signaler à ces hommes dangereux pour tenter inutilement de sauver l'argent de ces touristes prétentieux qui affichent leur richesse et mettent leur portefeuille à portée de main de premier venu. Cela, c'est le langage de la lâcheté ! Oui. Encore que le voyageur qui tirerait le signal d'alarme, rattrapperait un des voleurs, - on ne voit pas comment- tenterait encore de le garder jusqu'à l'arrivée de la police fairait plus figure d'imbécile que de héros. Il risquerait probablement une amende par la RATP, la réprobation de la police dérangée pour rien (pas de preuves, pas d'arrestation possible...), des formulaires à remplir, beaucoup de temps perdu. Mais avant d'en arriver à cette conclusion lâche racontons une autre scène tristement édifiante.

Troisième scénario : Quatre voleurs, tous ensemble. Ils sont à l'autre bout du wagon, mais comment ne pas les reconnaître malgré la foule très dense ? Un homme d'une vingtaine d'année, 1 m 90, larges épaules, cheveux courts, moustache brune, genre «flic en civil» s'exclame : «Vérifiez vos sacs, vos portefeuilles, ce sont des pickpockets !». On arrive à la station. Les quatre voleurs veulent descendre. Le grand courageux veut en retenir un par le col. Les autres crient. La foule prend partie, la plupart pour les voleurs. Le grand sort un revolver. Des gens commencent à crier à l'agression raciste... Tout se termine bien. Les voleurs s'en vont (avec le portefeuille probablement). Le métro repart. Les voyageurs parlent entre eux très excités, et montrent du doigt le grand imbécile qui s'assied, le regard noir. Souhaitons lui d'habiter loin, dans le XVème au moins. Sinon il risque sa peau et en plus de perdre la considération de sa concierge.

Dernier élément : l'attitude des victimes. Aucune ne semble prendre l'affaire au tragique. Il paraît qu'il est extrêmement difficile de convaincre les volés de porter plainte.

F.A.

Une bonne sentinelle

Le soldat Gérard Huguenin, vingt ans, vient de recevoir la nouvelle médaille de la Défense nationale — distinction créée voilà quelques mois afin de récompenser les appels qui se distinguent dans leur service — pour avoir neutralisé avec un rare sang-froid un rôdeur en état d'ivresse qui tentait de pénétrer dans la zone technique du 525^e régiment du train, à Arras (Pas-de-Calais). Après les sommations et les coups de seringue réglementaires, la sentinelle avait ouvert le feu, sans l'attendre, sur le rôdeur qui devait être bientôt appréhendé sur le poste de police de la garnison.

Parisien libéré 4/11/82

BERET, BAGUETTE ET BETISE

Seuls deux journaux ont applaudi, en des termes communs, le discours de Jack Lang à Mexico sur et contre la peste anglo-saxonne : «Royaliste» et «Révolution». Le rapprochement n'est pas nécessairement honteux s'il est justifié. Faut-il brûler notre fringant ministre ? Nullement, puisque son propos est émaillé d'inoffensives évidences et de clichés usés. En somme, les pages bien tournées d'une brochure de propagande nord-coréenne, qui mettent inmanquablement en émoi la gauche sénile. Mais la question pertinente reste la suivante : faut-il s'afficher anti-américain ? Non, mille fois non. Le slogan, autant bête et dangereux s'il parlait d'anticommunisme, est refusé dans ce journal-même par un homme aussi éclairé que Jacques Thibau : «Mon livre n'est pas anti-américain : il y est assez peu question de l'Amérique mais beaucoup de la France. Comme le disait Malraux, une culture ne meurt QUE de sa faiblesse (...) C'est à cette faiblesse qu'il faut, D'ABORD, remédier.» En un temps où le concept de bouc émissaire occupe les réflexions, comment ne pas l'appliquer à notre rapport haineux et envieux avec la Babel satanique, responsable de tous les maux de la planète ? D'autant que l'image que nous produisons sur les Etats-Unis est davantage le fruit de nos fantasmes que la reconnaissance de réalités complexes. Il faut en finir avec cette Amérique une et indivisible, toute entière travaillée par une volonté d'hégémonie mondiale, dont le pur représentant constituerait cet obèse inculte vivant sous perfusion d'hamburger et de coca-cola. Nous ne sommes pas très loin du béret et de la baguette. S'il faut combattre, portons nos efforts et nos critiques sur le gigantisme industriel, la république des besoins, le bannissement de la mesure humaine des cités, toute potentialité totalitaire qu'il n'est pas

permis d'assimiler à la civilisation du Nouveau-Monde. Les paysans spoliés de Steinbeck, qui se sentaient profondément américains, sont là pour en témoigner, si cela restait à démontrer. Abattons donc définitivement le nationalisme, cette monstruosité issue de la Révolution française, et son stade suprême, le fascisme, et portons nos méditations sur l'Europe du Grand Siècle (victoire de l'impérialisme français ?), où la libre-circulation des hommes et des idées ne souffrait aucune contestation. Un cosmopolitisme bien compris dont Guy Scarpetta nous rappelle l'essentiel dans son *Eloge* (p.139) : «un pari sur la mobilité, et non un fantasme d'effacement des limites; une façon de jouer avec les filiations, les traditions, et non l'illusion d'en être coupé; une démarche d'universalité polyphonique, et non d'uniformité.» Rappelons la fureur des cocardiers de tout poil, lorsque le chanteur Serge Gainsbourg tenta d'adapter l'hymne national au rythme jamaïcains, pour lui redonner sa force révolutionnaire initiale. Car enfin, Jack Lang ne propose rien d'autre qu'un protectionisme culturel, lorsqu'il appelle les peuples et les gouvernements à «une véritable résistance culturelle» «une véritable croisade (sic) contre cette domination» (américaine). A moins que les mots soient privés de leur sens. Ainsi voit-on le ministre de la Culture, après avoir brûlé «l'empire du profit», mimer sa logique implacable : le cinéma américain ne se développe-t-il pas à l'ombre de sévères barrières qui empêchent toute création cinématographique étrangère de pénétrer le marché national ? Qu'importe, tant qu'il fera bon déguster la langouste avec l'ami Fidel Castro, qui protège dans ses cachots le poète Armando Valladares * de toute néfaste influence américaine.

Emmanuel MOUSSET

* NDLR Cette lettre nous est parvenue avant la libération de Valladares.

DEUX ANS DE LECTURE DE «ROYALISTE»

GÉNÉRALITÉS

Deux ans de lecture de «Royaliste» ! Les quelques chiffres et commentaires qui vont suivre n'épuiseront certes pas, loin de là, le sujet. Cette analyse, dans la forme et accessoirement sur le fond, du journal pourrait être conduite sans trop de difficultés plus avant et la méthode employée pourrait être différente; quoi qu'il en soit, aussi imparfaite soit-elle, elle a le mérite d'exister et, à partir d'elle un débat, un échange d'idées sur le contenu du journal pourrait s'engager, conformément à la demande faite le 13 septembre 1982 au nom de l'équipe de rédaction du journal par Yvan Aumont.

*

**

L'étude a porté du numéro 371 (11 au 24 septembre 1980) au numéro 364 (juillet-août 1982) soit 44 numéros ou encore 2 années de parution.

Cette époque a été marquée au niveau de la France essentiellement par la fin du régime dit libéral et l'arrivée au pouvoir du socialisme, ce changement s'effectuant sans heurt dans le cadre des institutions de la Vème République.

Pour les royalistes cette époque a été marquée par le silence du comte de Paris sur les grands événements, si l'on excepte sa prise de position sur les élections présidentielles, elle a été surtout marquée par les affaires déplorables ayant touchées la famille de France, affaire Thibault et Conflit CDP - CDC.

1/ LE JOURNAL ET SES TECHNIQUES DE PRÉSENTATION

10 DONNÉES BRUTES

Tous les articles signés soit d'un nom soit d'initiales ont été recensés, ce qui exclut en grande partie des textes généralement très courts que l'on trouve dans la page «Action royaliste».

Le recensement donne les résultats suivants :

— nombre d'articles : 561

Rédacteurs masculins : 533, soit 95%

Rédacteurs féminins : 21, soit 5%

Articles non signés (1) 7

561

— Nombre de communiqués ou motions publiées : 31

— Nombre de lettres de lecteurs publiées : 40

— Nombre d'interviews accordées

dont 31,5 par un homme

1,5 par une femme

(la répartition bizarre d'1/2 homme ou 1/2 femme provient de l'interview accordée dans le numéro 364 à laquelle répondaient Paul et Pierrette Girault de Coursac :

— Nombre de photos publiées : 222

— Nombre de souscripteurs ayant répondu aux appels : 465

— Sommes recueillies : 77.284 F

11 COMMENTAIRES

— Le caractère misogyne du journal est éclatant,

— Le nombre de communiqués, très faible, publiés par le journal peut être significatif de deux choses : soit un refus de publication de la part de la rédaction, soit

une absence de communiqués lui provenant de la part d'organisations, d'associations... proches de nous. Dans le cadre d'un accord de réciprocité il y a là, peut-être, quelque chose à revoir.

- Absence totale de publicité en dehors des productions du mouvement.
- Le nombre d'interviews semble très convenable : ni trop, ni trop peu.
- S'agissant des photos publiées, beaucoup de personnages (un recensement a été fait (cf annexe 1 - sur une même photo, il est évident que plusieurs personnages peuvent paraître).
- En ce qui concerne la forme des articles, on en note très peu qui ont la forme d'un reportage : 3 seulement à savoir :
 - Ma fête de l'Huma, par A. Fabre, «Royaliste» 343
 - Pologne : journal de voyage, par JM Surot, «Royaliste» 350
 - Afrique du Sud, par M. Fontaurrelle, «Royaliste» 324,
- Le nombre de souscripteurs ayant répondu aux appels n'est pas très élevé dans la mesure où l'on rencontre souvent les mêmes noms (versement moyen : 166 F).
- Sur 40 lettres de lecteurs publiées, 13 disaient leur accord, 20 exprimaient leur désaccord et 7 traitaient de sujets divers. Au début du journal, ces lettres étaient publiées sous le titre «NAF-Forum» (pourquoi ne pas y revenir ? et aussi donner réponse écrite par le journal à certaines d'entre elles, pour réfuter, pour répondre aux critiques ou nouer le dialogue ?)

2/ ANALYSE PAR THEMES

20 DONNÉES BRUTES

Les choix retenus au titre des «thèmes» pourront être trouvés arbitraires, il est vrai que rien de très «scientifique» n'a présidé à ces choix. Quoiqu'il en soit les résultats sont les suivants :

Politique française	87 articles
Monarchie	8
NAR	65
Economie	34
Défense	3
Education	10
Agriculture	2
Religion	4
Etranger	62

(dont - problèmes liés à la monarchie : 10)
- Etranger proprement dit : 52)

Livres	114
Cinéma	26
Expositions	3
Théâtre	4
Techniques	9
Idées	48
Editorial	42
Syndicalisme	7
Chanson	1
Humeur	8
Revue de la presse	15
Problèmes régionaux	9
TOTAL	561

Les interviewes se répartissent comme suit :

Politique étrangères et pays étrangers	13
France et Problèmes de société	10
NAR	2
Economie	4
Philosophie	1
Histoire	1
TOTAL	33

21 COMMENTAIRES

Un essai d'analyse très rapide (et donc superficiel) a été fait au titre de chaque thème.

– Politique française (87 articles)

Ce thème est en vérité un véritable fourre-tout et les sujets abordés sont très divers, très souvent il s'agit d'opinions émises sur les «grands» partis politiques, leurs idées ou leur action. De toute façon il s'agit de sujets ayant trait exclusivement aux «problèmes français». Une analyse du contenu des 87 articles serait sans doute très instructive sur la façon dont «Royaliste» couvre les événements d'actualité.

– Monarchie (8 articles)

Ont été recensés ici les articles ayant trait au principe même de la monarchie en France ou encore l'article analysant la position du comte de Paris sur le régime Mitterrand. On peut s'étonner de la faiblesse du nombre d'articles «fondamentaux». Il est vrai que nombreux sont les articles du journal «imprégnés» par l'idée que nous défendons. Ce qui est d'ailleurs la moindre des choses.

De tous ceux qui ont été publiés à ce sujet je retiens particulièrement celui de Fessard de Foucaud «Certitude monarchique» publié dans le numéro 367. Dans l'époque où nous vivons il me paraît très important et un prolongement de la réflexion sur le thème abordé me paraît indispensable. Le contenu de cet article aurait dû être mis d'avantage en évidence.

– NAR (65 articles)

On retrouve ici les articles signés souvent d'Yvan Aumont dans la page «Action royaliste» mais aussi tous ceux qui ont trait à l'activité du mouvement : essentiellement : la campagne présidentielle et les journées royalistes.

– Economie (34 articles)

D'une façon générale ce thème est bien traité par des gens possédant bien cette matière très technique. Rendre attrayante la lecture d'articles de nature économique n'est pas chose facile. La vulgarisation des problèmes monétaires est bien réussie dans le journal.

– Défense

Ce thème a semble-t-il été abordé plus fréquemment que dans le passé. 4 articles par an seraient au moins souhaitable.

– Education (10 articles)

A l'exception d'un seul, il s'agit pour l'essentiel de l'enseignement supérieur (caractéristique du recrutement des rédacteurs du journal).

– Agriculture (2 articles)

Ce chiffre inadmissible se passe de commentaires.

– Religion (4 articles)

On s'attendait «a priori» à un chiffre plus élevé. Certes à la NAR on a pris soin de séparer le spirituel du temporel (comme quoi les erreurs du passé peuvent porter leurs fruits) mais un nombre un peu plus élevé ne serait pas déraisonnable.

– Etranger

En annexe 2 on trouvera la liste des pays «traités». Une sous-répartition est faite entre sujets généraux et sujets ayant trait à la Monarchie à l'étranger.

L'examen de la liste laisse apparaître des lacunes considérables, certaines difficilement compréhensibles par exemple au sujet de l'Afrique francophone, d'autres plus compréhensibles certes, compte tenu des moyens du journal, mais bien dommageables : par exemple Amérique du Sud, Asie du Sud-Est, Pacifique.

On remarquera également 2 choses. Les articles consacrés aux Etats-Unis sont tous violemment et sans nuance hostiles à ce pays... une condamnation sans appel : c'est bien le «Grand Satan» de Khomeiny ! L'absence d'articles consacrés à l'URSS, on doit cependant noter que ce pays n'est pas absent du journal, par exemple éditorial du 355 «La menace de guerre» ou à travers les articles traitant de la Pologne. Mais cela n'a rien à voir avec la condamnation sans appel des USA.

Enfin l'étranger est également traité au travers de nombreuses interviewes.

On peut s'étonner et déplorer que depuis la naissance de ce journal on n'ait pas réussi à avoir quelques correspondants bénévoles à l'étranger.

– Editoriaux

42 ont été écrits dont je me garderai de faire l'analyse. Je signalerai globalement que leur contenu, comme il a déjà été dit, peut nuancer ce qui a été avancé. Cf en particulier la politique étrangère et l'Union soviétique.

– Syndicalisme (7 articles)

La place et la force du syndicalisme dans la société française d'aujourd'hui méritent sans doute une attention un peu plus soutenue.

– Humeur (8 articles)

On aimerait aussi que, de temps à autres, «Royaliste» sache sourire. Pourquoi pas le cas échéant une «bonne humeur» ?

– Chanson (1 article)

Il est vrai qu'à part Y. Montand et Félix Leclerc... c'est le vide sidéral dans notre société.

– Presse

On trouvera en annexe 3 la liste des journaux cités. En dehors des quotidiens régionaux cités à l'occasion des campagnes de B. Renouvin à l'occasion des élections, on retrouve très banalement les grands quotidiens que d'une façon ou d'une autre lisent les lecteurs de «Royaliste». Aucune originalité en ce domaine. Quelle importance par exemple de savoir ce que pense «Le Monde» ou «Le Quotidien de Paris» de l'affaire des diamants ? Par contre lire ce que pensent de cette affaire les journaux africains d'expression française aurait été plus intéressant.

La presse au crible demande beaucoup d'attention et de curiosité. Par elle on peut remédier à certaine faiblesse du journal qui peut citer :

- des journaux étrangers,
- des journaux municipaux
- des points de vue originaux

La «presse au crible» actuellement est conçue de façon beaucoup trop banale. Peut-être serait-il nécessaire que 3 ou 4 fois par an, ce journal fasse une revue des revues.

– Livres (114 articles)

Il est évident que ce chiffre de 114 est considérable. Les rédacteurs du journal sont de grands lecteurs. Il est plus facile de lire un livre qu'aller sur le terrain pour enquêter. Ce chiffre de 114 ne donne d'ailleurs qu'une faible idée des livres cités dans tant d'articles. Il est évident que l'équipe «parisienne» du journal, peu nom-

breuse et s'employant à de multiples tâches ne peut aller sur le terrain. Sans compter les moyens financiers que cela impliquerait. Yvan Aumont nous a tous sollicités par sa lettre du 13 septembre. Qu'avons-nous fait ?

— Ciné - Exposition - Théâtre (26 - 3 - 4)

Sans commentaire particulier, sinon pour regretter l'absence de couverture des expositions dont de nombreuses sont dignes sans aucun doute d'un grand intérêt (défense du patrimoine).

— Idées

Dans ce thème ont été recensées les pages «Idées» tout naturellement, mais aussi les quelques articles «feuillets d'en marge» de Gille Hauberville..

Le classement des thèmes s'est fait selon la méthode employée lors de l'édition du livre «Idées» de Gérard Leclerc. Cf annexe 4.

— Problèmes régionaux français (9 articles)

Ce chiffre est insignifiant. Cf détail en annexe 5. Il ne serait pas inutile sans doute de reprendre l'idée de la publication de centrales sous formes de dossiers comme cela avait été fait il y a quelques années, le journal avait publié : «Provence Côte d'Azur, L'Ile de la Réunion, Mayotte, Corse, des articles aussi sur l'Alsace, etc.

CONCLUSION

Que tous les lecteurs qui le peuvent réagissent à la lecture de cette étude et adressent leurs réflexions, leurs critiques, leurs suggestions à

NAR

BP 659

06012 NICE Cedex

La synthèse des documents parvenus sera faite et ces travaux seront publiés par le «Lys Rouge».

NOTE

Malgré ce qui a été dit ci-dessus 7 articles non signés ont été retenus car ils avaient réellement la forme et le contenu d'un article de journal.

ANNEXE 1

Photos

Renouvin : 10 - E. Maire : 3 - Jean-Paul II : 3 - Brejnev : 2 - A. Saunier-Seïté : 1 - Gilles Vignault : 1 - Lénine : 1 - Jean Monet : 1 - Maurice Clavel : 3 - V. Soloukhine : 1 - M. Rocard : 1 - de Gaulle : 2 - Fiszbin : 2 - Debré : 2 - G. Seguy : 1 - Reagan : 1 - GH de Radkowsky : 2 - Peyrefite : 1 - Amalrik : 1 - Anne d'Autriche : 1 - Haroun Tazief : 1 - Poniatowsky : 1 - Ph. de Saint Robert : 5 - Mitterrand : 12 - Dominique de Roux : 1 - Giscard d'Estaing : 10 - Bernanos : 4 - Albert Jacquart : 1 - Santiago Carillo : 2 - Ph. Ariès : 1 - Sylvia Kristell : 1 - Kadhafi : 1 - François 1er : 1 - Mgr Lustiger : 1 - F. Ceyrac : 3 - Marchais : 4 - Chirac : 3 - Juan-Carlos : 5 - Ph. Robrieux : 3 - V. Volkoff : 1 - RM Rilke : 1 - comte de Paris : 5 - LP Coimbra : 1 - Louis XI : 1 - P. Boutang : 4 - O. Germain-Thomas : 6 - L. de Goustine : 2 - H. Montaigu : 2 - JH Hallier : 2 - M. Julian : 1 - Sihanouk : 1 - Marlene Dietrich : 1 - F. Perroux : 1 - J. Ellul : 1 - Léo Hamon : 1 - Tocqueville : 1 - Mauroy : 2 - Deferre : 4 - Chevènement : 2 - Jobert : 7 - Pannequin : 2 - J. Thibau : 2 - Mendès-France : 1 - Nostradamus : 1 - Charles VII - Y. Montand : 1 - G. Depardieu : 1 - C. Deneuve : 1 - P. Leclercq : 1 - J. Ferry - Sadate : 2 - Begin : 2 - Krazuki : 2 - Matzneff : 1 - C. Estier : 2 - J. Daniel : 1 - duc de Bragance : 1 - J. Bothorel : 1 - prince Felipe : 1 - Felipe Gonzales : 1 - Adolfo Suarez : 1 - Calvo Sotelo : 1 - comtesse de Paris : 1 - David Shahar : 1 - E. de Miribel : 1 - R. Girard : 2 - J. Delors : 3 - E. Berlinguer : 1 - R. Nimier : 1 - Michel Giraud : 1 - J. Bergeron : 1 - Helmut Schmidt : 1 - Max Jacob : 1 - GI Gallois : 3 - Maurras : 1 - G. Leclerc : 1 - Ingmar Granstedt : 1 - H. Bleskine : 1 - M. Thatcher : 1 - B. Fessard de Foucaut : 1 - D. Mojaddedi : 1 - Y. Arafat : 1 - J. Green : 1 - Louis XVI : 1 -

ANNEXE 2

Etranger

Cambodge : 1 article - Irack : 1 - Pologne : 8 - Algérie : 3 - Afrique du Sud : 1 - Etats-Unis : 7 - Tchad : 1 - Espagne : 2 - Amérique latine : 1 - Vanuatu : 1 - Grande Bretagne : 2 - Irlande : 3 - Salvador : 1 - Egypte : 1 - Belgique : 1 - Israël : 2 - Turquie : 1 - Haïti : 1 - Grèce : 1 - Malouines : 1 - Japon : 1 - Liban : 1 - Yalta : 2 - Politique étrangère française : 7.

Etranger Monarchie

Portugal : 3 - Espagne : 4 - Grèce : 1 - Angleterre : 1 - Italie : 1.

ANNEXE 3

La presse au crible : journaux cités

Minute : 1 fois - Quotidien de Paris : 6 - Figaro magazine : 1 - Journal du Dimanche : 2 - Nouvel Observateur : 5 - Libération : 2 - Le Monde : 10 - La Voix du Nord : 1 - Républicain Lorrain : 1 - Télégramme de Brest : 1 - Ouest France : 1 - Paris Normandie : 1 - Matin de Paris : 5 - République du Centre : 1 - Loire Matin Dimanche : 1 - Progrès-Centre-Dimanche : 1 - Nouvelle République Centre Ouest : 1 - Presse Océan l'Eclair : 1 - Le Meilleur : 1 - Les Nouvelles littéraires : 2 - Révolution : 1 - Le Figaro : 1 - Le Pèlerin : 1.

ANNEXE 4

Idées

Monarchie : 1 - Du pouvoir : 2 - Changer la vie : 3 - Totalitarisme : 3 - Idées en mouvement : 14 - Retour à Dieu : 6 - Figures : 8.

Inclassable parce qu'incompréhensible, l'article de JF Colosimo sur Henri Corbin.

ANNEXE 5

Problèmes régionaux

Guadeloupe : 2 articles - Iles éparses Océan indien : 1 - Nvlle Calédonie : 1 - Vendée : 1 - Mayotte : 1 - Corse : 1 - Pays basque : 1.

Interviouvés

Etrangers : 14 - France-Société : 10 - Economie : 4 - Philo : 1 - Histoire : 1 .

	Régions	Presse	Hum.	Syndi.	Idées	Edito.	Théâtre/Mus.	Ciné/Expo.	Livres	Etranger	Etranger Mon.	Religion	Agricul.	Educ.	Défense	Econ.	Nar	Monarchie	Politique frse	
16				1	1	1	1	3	1	1				1		1	6	1		322
13	1	1	1	1	1	1	1	3	1	1							1		2	323
15		1		1	1	1	1	1	3	1	1	1				3		1		324
16		1	1	1	1	1		1	2	3	1	1		1		2	2			325
13		1		1	1	1		3		1						5	1	4	1	326
15		1		1	1	1	1	4										3	1	327
11		1		1	1	1												2	3	328
13	1	1		1	1	1		1	4	2										329
12			1	1	1	1		3	1	1				1		1	1	3	1	330
12	1			1	1	1		1	3	1				1		2	1		1	331
10		1		1	1	1		2	1	1				1		1	1			332
13				1	1	1		3		3	1				1		1	2	2	333
14		1		1	1	1		3	2	2						2	1	2	2	334
13				1	1	1	1	1	2	1							3	1	1	335
11		1		1	1	1		1	1			1		1			1	2		336
12				1	1	1		1	1	1							5	2	2	337
10						1		2	2	2									3	338
12		1		1	1	1	1	6			1					1	3	2	2	339
13				1	1	1		2	2	1						2	2	2	2	340
9				1	1	1		3								1	1			341
17																5	4	2	6	342
11		1		1	1	1		1	1	1						2	1	1	1	343
18	2			2	1	1	1	6	1								2		4	344
15			1	2	1	1		3	1				1						5	345
12	1		1	2	1	1		3	2									2		346
10			1	2	1	1		2	1		1						7	3		347
14				1	1	1				3	1					1	1			348
13		1	1	1		1		2	3	2							1	1		349
12				2	1	1		2	1	4							2		1	350
12	1	1		2	1	1		1	2	3			1							351
12				2	1	1	1	1	2	2							1	2	2	352
14			1	1	1	1		6	1								2	2		353
10			1	2	1	1		1	2	2			1				3	1		354
14	2			1	1	1		2	1					1			1	1	1	355
11				1	1	1		4	2						1	2	2		1	356
11		1		1	1	1	2		2	1								2		357
17				1	1	1	1	1	3	2								2		358
13				1	1	1		1	3	1							9	1	1	359
10				1	1	1		1	3					1			1		4	360
17				1	1	1		1	3	2					1					361
17			1	1	1	1		2	3										1	362
12			1	1	1	1	1	1	2	1							1	2	2	363
9						1			3	1					1	1	1	1	4	364
561	9	15	8	7	48	62	13	20	116	52	70	7	2	10	3	34	65	8	84	

DÉBAT SUR LES PERSHING

Saint Raphaël le 11 Février 1983

Reçu le 14 FEV. 1983

N° 1179

Messieurs ,

J'ai été plus que surpris à la lecture de votre article sur le problème de l'installation des fusées Pershing II. Je dirais même déçu de voir ROYALISTE se faire l'écho des balivernes étalées à longueur de colonne par le Figaro ou par le Reader's Digest .

Tout d'abord l'énoncé des faits : tronqué , les conséquences stratégiques réelles de la mise en place des différents types d'armement: évacuées , plus grave, l'enjeu politique de fond du débat actuel: ignoré .

Je ne permettrai d'être un peu long dans l'énumération des différents systèmes d'armes dits de "théâtre" (Moyenne portée) ; c'est en effet sur ce point que la confusion est la plus grande. Votre argumentation s'arrête aux faits suivants: l'Union Soviétique possède quelques 300 missiles SS20 à trois têtes, en face l'OTAN ne dispose comme missiles que de la force de frappe britannique . Les faits sont justes mais malheureusement tronqués . Il faudrait ajouter à ces 300 SS20 , 35 SS5, 275 SS4 , 39 SSN5 (embarqués sur des sous-marins classiques), 65 Tu 26 , 125 Tu 22 , 310 Tu 16 (bombardiers moyenne portée); 700 Mig27, 650 Su 17/20, 400 Su 19/24 (chasseurs bombardiers); tous ces vecteurs étant à tête simple, on obtient au total environ 3600 têtes nucléaires dont la puissance varie de 150 à 1000 KT. De plus vous oubliez délibérément qu' en face, outre la force britannique qui ne sera pas détaillée ici, les Etats Unis eux mêmes déploient un nombre important de vecteurs de portée moyenne: 260 F111, 380 F15, 200 F14 , 150 A6, 1000 F4, 20 F/A18, 300 A7, 170 F16, 100 A4 (Tous chasseurs-bomb.)

../..

Soit au total 5060 têtes nucléaires dont la puissance varie de 100 à 1000 KT .

L'ensemble de ces chiffres (de source américaine) montre qu'il y a en gros parité pour le nombre de vecteurs et une supériorité de 1,5 en faveur de l'OTAN pour ce qui concerne le nombre de têtes .

Deuxième ignorance à mon avis, les conséquences stratégiques du déploiement des SS20 et des Pershing II. En effet le remplacement des SS4 et des SS5 par les SS20 , loin d'être déstabilisateur est en fait un pas vers la baisse de la tension; les SS4 sont des missiles non enterrés dont le liquide de propulsion n'est pas stockable et constituent des cibles de choix pour une attaque préventive adverse, d'où la tentation de les utiliser en première frappe. Au contraire les SS20 peuvent être gardés en réserve et utilisés pour une riposte car ils sont bien moins vulnérables . De plus je vous rappellerai que le paysage de l'Allemagne fédérale est très éloigné de celui du désert de Gobi et que l'utilisation d'un grand nombre de bombes nucléaires (même de 100 KT) ferait dans ce pays très peuplé un nombre important de victimes civiles ; cette guerre ne serait pas "chirurgicale" au sens où vous l'entendez !

Par contre l'installation des fusées Pershing s'inscrit dans le cadre général de l'équilibre USA . URSS. En effet ces fusées et les missiles de croisière pourraient frapper tout le territoire européen de l'union soviétique y compris les silos des missiles intercontinentaux et les bases militaires et navales. Leur durée de vol beaucoup plus courte (6 minutes) ne permet que très difficilement de contre mesures. La comparaison la plus exacte serait l'installation de nombreuses fusées soviétiques à Cuba; ROYALISTE parlerait sans doute de l'éternelle agressivité de l'URSS.

Je voudrais en venir maintenant au fond du problème qui est à mon avis politique.

Car la question se pose pourquoi , s'il n'y a pas de réelle menace soviétique, les Etats Unis veulent ils imposer à l'Europe leurs missiles?

Il y a certes la tentation toujours existante d'une suprématie militaire sur l'U.R.S.S., mais je ne pense pas que ce soit là l'élément déterminant. Car plus qu'une guerre , difficilement envisageable avec l'U.R.S.S. (équilibre de la terreur) , ce que craignent les Etats Unis, c'est une guerre économique que pourrait leur faire une Europe dégagée de la pression politico-militaire américaine. En effet après le précédent de la France, on a vu ces dernières années, une Allemagne qui prêtait l'oreille à des tentations "Gaullistes", d'où la crainte , la hantise même pour les Etats Unis de voir se constituer une entité (France / Allemagne) capable, au prix d'un certain effort, d'assurer sa défense et donc indépendante politiquement. Cette entité qui serait alors une puissance

économique et politique de premier ordre, pourrait alors prendre des contre mesures face à la politique d'exportation des problèmes intérieurs menée par les Etats Unis. C'est en réalité pour empêcher ce possible glissement, pour amarrer définitivement l'Allemagne à l' O.T.A.N. que les Etats Unis se sont lancés dans cette campagne de désinformation, et de pression politique dont vous êtes vous même victimes. C'est là l'enjeu réel du débat : la possibilité d'une troisième voix que les Etats Unis ont toujours voulu empêcher et non la réponse à une prétendue menace soviétique . Les éléments étayant cette thèse s'apparentent davantage aux contes de grand-mères et aux mythes qu'à la réalité politique.

Ayant été un peu long, je ne vous en voudrai pas de ne pas publier cette lettre, et dans l'attente de votre réponse, recevez ,Messieurs , mes sentiments distingués.

Ph. C.

N.D.L.R Monsieur Ph. C. avait écrit une lettre publiée dans «Royaliste» le 28 janvier 1982, où il se définissait comme «militant communiste, mais cependant lecteur de Royaliste» et où il nous assurait de sa sympathie.

DÉBAT SUR LES PERSHING

Monsieur,

Lecteur assidu de «Royaliste», je suis très souvent frappé par le sérieux des analyses qui y sont faites. J'ai cependant trouvé dans votre article «SS 20 contre Pershing II» une assertion qui me semble mal fondée : le fait que les quelque mille têtes de SS 20 pourraient détruire les objectifs militaires de l'OTAN en épargnant les objectifs civils.

Or les têtes de SS 20 (3 têtes par missile) ont chacune une puissance de 150 kilotonnes, environ dix fois plus que la bombe d'Hiroshima. Il n'est pas possible de croire que l'Europe occidentale survivrait à l'équivalent de dix mille Hiroshimas !

Plus généralement, je constate que les discussions sur la défense ont tendance à cacher la puissance des têtes nucléaires et à laisser croire que des opérations «chirurgicales» sont possibles. En fait, il n'en est rien et seule une stratégie de dissuasion est possible.

Veuillez croire à mes sentiments les meilleurs,

Pierre SAMUEL

N.D.L.R. Pierre Samuel, professeur de mathématiques à l'Université d'Orsay, a été interviewé par «Royaliste» le 4 octobre 1979, en tant qu'animateur des «Amis de la Terre» et membre du Conseil d'information sur l'énergie électro-nucléaire.

La démagogie et l'incompréhension des problèmes militaires sont de règle dans le débat qui secoue l'Europe à propos des Pershing II.

Rappelons les données techniques du problème. Les Russes ont développé des armes nucléaires de plus en plus précises, portant des charges d'explosif de plus en plus faibles. Ils sont aujourd'hui en mesure de détruire préventivement, grâce à leurs quelques 330 lanceurs de SS 20 à têtes multiples, environ un millier d'objectifs militaires de l'OTAN, en épargnant les objectifs civils s'ils le veulent. On estime que l'OTAN serait paralysée par la seule destruction de 400 «objectifs critiques». Le Chancelier Schmidt lança, en 1977, un appel désespéré aux Américains pour qu'ils réagissent à l'énormité de la menace qui pèse désormais sur les pays d'Europe non sanctuarisés par une force nucléaire invulnérable (sous-marins indétectables par exemple). Le président Carter offrit alors de déployer en Europe des missiles Pershing II qui par leur taille réduite et leur mobilité peuvent échapper aux destructions préventives que les Soviétiques ont les moyens d'accomplir grâce à leurs SS 20.

POURQUOI «L'OPTION ZÉRO» ?

La maladresse de Helmut Schmidt et de Jimmy Carter fut telle que l'annonce du déploiement de cette nouvelle arme déclencha une vague de défaitisme sans précédent en RFA !!! Les Soviétiques n'ont plus eu qu'à exploiter la versatilité et la stupidité de l'opinion publique européenne pour tenter d'obliger les gouvernements d'Europe à rester désarmés devant leurs SS 20.

L'Amérique de Reagan joue un rôle plutôt trouble dans cette affaire, dans la mesure où, moins encore que l'Amérique de Carter, elle ne souhaite être impliquée dans un conflit nucléaire (c'est la «doctrine Rogers» que nous ana-

SS 20 contre pershing II

lysions dans le précédent numéro de «Royaliste»). «L'option zéro», du président Reagan, à condition qu'il ne s'agisse pas d'un simple recul des batteries de SS 20 vers l'Oural - dans ce cas elles pourraient encore atteindre l'Europe occidentale - ou même vers la frontière chinoise - 48 heures suffiraient pour les ramener en Europe - n'est pas une panacée. Si les Américains retiraient leurs ogives nucléaires d'Europe, une trentaine de divisions de l'OTAN se trouverait en face des 180 divisions soviétiques ...

L'IRRESPONSABILITÉ DU S.P.D.

Face à ce danger, le parti social-démocrate allemand fait preuve d'une irresponsabilité totale. Son candidat-chancelier, Hans Jochen Vogel, s'est rendu à Moscou où il a été longuement reçu par Andropov et il a cru pouvoir

Nous croyons nécessaire de remettre sous les yeux des lecteurs du «Lys Rouge», l'article de F. Aimard, incriminé par les deux lettres ci-dessus.

Royaliste du 3 février 1983

conclure de cet entretien que les Russes acceptaient de ne plus prendre en compte les lanceurs d'engins nucléaires français et britanniques pour les négociations de Genève. Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétiques, est venu à Bonn pour le contredire très exactement sur ce point. H. Vogel n'en continue par moins sa propagande défaitiste pour aller dans le sens de l'opinion publique allemande qui ne comprend pas l'enjeu du débat.

Le récent discours de François Mitterrand à Bonn a pu apparaître, aux yeux des socialistes allemands courroucés, comme un soutien indirect au chancelier chrétien-démocrate, Helmut Kohl. Puisse ce soutien (qui prouverait une fois de plus que le chef de l'Etat français ne s'embarrasse pas d'amitiés idéologiques quand la sécurité de la France est en jeu) avoir un peu d'efficacité. On ne peut en effet que trembler en pensant que H. Vogel pourrait, s'il gagnait les élections du 6 mars prochain, prendre «immédiatement une initiative personnelle pour faire avancer les négociations euro-stratégiques de Genève en vue d'un accord rendant superflu le déploiement de nouveaux systèmes d'armes du côté occidental.» Le véritable nom d'un tel accord serait «capitulation».

Frédéric AIMARD

Quelques éléments de réponse fournis par le «Lys Rouge»... mais c'est bien évidemment à nos lecteurs de poursuivre le débat, dans la plus grande liberté.

Nous prions nos interlocuteurs de nous excuser si les réponses leur paraissent quelque peu incomplètes voire polémiques.

A Ph. C.

Contrairement à ce qu'indique votre lettre nous n'avons pas mis en balance les armes nucléaires soviétiques et la force de frappe britannique. La Grande-Bretagne a beau faire partie de l'OTAN, la logique de la dissuasion veut en effet que la force de frappe britannique protège essentiellement les îles britanniques, de même que la force de frappe française ne peut sanctuariser que notre territoire, malgré tous les rêves et les discours giscardiens. C'est pour cela que les prétentions soviétiques à Genève d'ajouter les armes nucléaires françaises et anglaises et de les ajouter encore aux armes américaines entreposées dans les pays dénucléarisés sont, certes de bonne guerre, mais parfaitement hypocrites.

Vous êtes très aimable de parler de la possibilité d'une attaque préventive des Européens contre les Soviétiques et de penser que le fait pour ces derniers de s'être donnés, grâce aux SS 20, les moyens d'anéantir d'une seule salve l'ensemble des forces classiques de l'OTAN pourrait les inciter à garder ces armes en réserve pour une «riposte». C'est le monde à l'envers ! Je vous rappelle que l'«Ouest» est constitué d'un ensemble de démocraties, aux intérêts divergents et nullement capable de concevoir un plan d'attaque. De l'autre côté nous avons une dictature, capable de faire des plans de conquête à très long terme, dans le secret le plus absolu, sans aucun frein...

Donc la possibilité de «riposte» donnée par des missiles mobiles, il vaut mieux, à mon sens, qu'elle existe - également - du côté de l'OTAN.

Les Allemands n'ayant pas le droit d'avoir des armes nucléaires, il faut bien que les Américains restent sur place pour faire hésiter les Russes qui ne voudraient à aucun prix provoquer la 3ème guerre mondiale en versant le sang des «boys» (impact émotionnel et réaction imprévisible du peuple et du gouvernement américains).

Bien entendu, une troisième voie, un pôle franco-allemand, me semble une hypothèse séduisante. Mais il est sans doute un peu tard, ou trop tôt... en attendant, il faut bien garder quelques partenaires européens hors de l'orbite russe.

Au Professeur Samuel

Je le répète pour nos lecteurs, le Pershing II est un engin qui porte à 18 000 km et dont la précision à cette distance doit être de 50 m. Il a trois modes de guidage permettant ce résultat étonnant, le dernier est un guidage par visée sur 2 étoiles.

A partir du moment où ils ont obtenu une telle PRÉCISION les Américains envisagent, très logiquement, d'équiper le Pershing avec des charges explosives nucléaires très réduites (puisque'il n'y a pas d'erreur de tir à compenser) : de l'ordre de la kilotonne, de la demie kilotonne, voire d'explosif ordinaire quand l'objectif est réduit ou non protégé. La précision tend à supprimer la gamme haute des armes nucléaires pour les Américains. Le missile de croisière est prévu pour avoir une précision de 30 mètres, et ce n'est qu'un début...

Si les Américains expérimentent ce genre d'armes, comment peut-on imaginer que les Russes ne seront pas capables d'en faire autant d'ici deux ou trois ans ? Les Soviétiques sont souvent en retard dans le domaine technologique, mais ils ont tout de même été les premiers à lancer un engin balistique à partir d'un sous-marin à plus de 7500 km, alors même que les Américains n'atteignaient que 4000 km !!!

Ayant la capacité de fabriquer les mêmes armes que les Américains (en améliorant les SS 20), on ne voit pas ce qui empêcherait les Soviétiques de se doter d'une semblable précision.

Des études très précises et très importantes, faites par le Gal Gallois, montrent - cartes à l'appui - que la destruction de la totalité de l'aviation d'un pays comme la France, surprise au stationnement sur ses aérodromes, est possible en quelques fractions de secondes, avec «comme pertes en vies humaines les malheureux qui sont de permanence ce samedi soir», un point c'est tout. La ville voisine n'entendrait peut-être même rien !

La période de possibilité d'une guerre nucléaire apocalyptique ne sera donc bientôt plus d'actualité. Ce n'est d'ailleurs pas un bien, car la tentation d'utiliser l'arme nucléaire redevient très forte à mesure que disparaissent les visions d'horreur qu'évoquent les énormes bombes de la panoplie militaire provisoirement en place.

Mais dites-vous, les charges actuelles des SS 20 sont bien de 100 à 150 kilotonnes. Oui, mais notons tout de même que ce chiffre est fourni par les Américains qui, pour des raisons politiques, pour argumenter avec les pacifistes devant l'opinion publique européenne, ont intérêt à gonfler le nombre de mégatonnes adverses, pour bénéficier, une fois encore, de l'impact émotionnel (Hirochima multiplié par x 1)

Mais, dès lors que les Soviétiques auront acquis la précision suffisante, il n'y a aucune raison pour qu'ils n'adaptent pas la taille des charges aux objectifs qu'ils visent. Les Soviétiques n'ont pas une stratégie de dissuasion, mais de conquête, ils ont tout intérêt à ne pas détruire de fond en comble ce qu'ils veulent conquérir. Si bien que si vous avez raison en 1982-1983, il y a fort à parier que vos arguments tomberont dès 1985, 1988 au plus tard. D'autant plus qu'une fois installés les Pershing, les Américains auront tout intérêt à retirer un bon nombre d'armes nucléaires vulnérables et gênantes politiquement des territoires européens.

LE LYS ROUGE ?

Je suis royaliste, non pas que je sois particulièrement attaché à la famille d'Orléans mais parce que j'approuve la plupart des analyses et et des projets de la W.A.R. et que je tiens à matérialiser cette approbation par mon adhésion au mouvement et à l'étayer par la lecture régulière de son bi-mensuel... "Royaliste". Titre heureux que celui-ci, suis-je tenté d'ajouter, car le contenu des diverses rubriques du journal ne permet pas de s'en pénétrer assurément, évidemment, la page ense. Je me souviens de notre dynamisme et de notre mordant du temps où nous lançions des fléchettes sur la cible Giscard and Co. Le lys tendrait-il à resir? Pourtant je crois en la générosité et ^{au} en le bien-fondé de bien des choix de société actuels (car c'est bien d'un changement organisé de société dont les français ont besoin à une époque charnière comme la nôtre) et je considère que la France éternelle ne peut être gouvernée par de vulgaires et bas syndicats d'intérêts. Mais que les royalistes sacrifient leur originalité ^{sur} l'autel du changement en cessant d'affirmer cette originalité et en se calant confortablement dans un soutien à peine critique ou une critique à peine soutenue de l'administration Mitterrand-Mauroy, non!

Un de vos lecteurs a émis un regret de la sorte en prenant l'exemple de l'avortement et de l'école privée. On pourrait y ajouter celui des syndicats et notamment de la C.G.T. dont les initiatives apparaissent plus que douteuses et dont vous ne faites pas grand cas, sans compter les questions que l'opinion pose légitimement sur le ou les courants qui semblent agiter une population immigrée beaucoup trop nombreuse soit dit en passant et sans être raciste. Ce ne sont là que des exemples. En revanche, sur des thèmes comme celui du service national, on vous retrouve avec toute votre verve et votre enthousiasme et défendant, presque seuls, une position difficile. Là c'est beau!

Un royaliste ne peut décemment se placer ni à droite, ni au centre (si tant est qu'il y ait un centre), ni à gauche, dans un système qui, comme

toute, est républicain, alors que vous donnez l'impression de représenter un simple courant de gauche ni plus ni moins, avec ses idées et son caractère. On en arrive même à des aberrations comme celle que j'ai entendue lors du Congrès de la bouche de l'un de nos dirigeants au sujet des médias: les petites et moyennes formations politiques n'auraient toujours pas accès à la télévision et à la radio nationales tout simplement parce que certaines catégories vitales de professionnels de la télé et de la radio (R.P.R. notamment) font obstacle avec succès à des initiatives des autorités de la télévision, de la radio et de l'Etat! On aura plaisanté je pense. Sinon on s'est moqué de lui. Chacun sait quelle est l'emprise de l'Etat et des syndicats sur les médias nationaux.

En fait, le climat qui règne rue des Petits-Champs, je crois très modestement l'avoir au moins partiellement compris en lisant les qualificatifs employés par René Adriers dans son article sur le film "Danton" pour parler succinctement du personnage de Danton dans ce film: "politicien chaleureux (admettons), populaire (on se demande comment), fort en gueule (sans doute est-ce la raison de sa popularité), un peu corrompu (la restriction "un peu" est bien bonne pour quelqu'un qui fait sa fortune sur le dos de la Révolution et jette une nourriture de luxe quand le peuple fait la queue des heures entières devant les boulangeries) mais profondément humain (comme si cela pouvait excuser l'attitude lamentable d'un créateur des sanguinaires tribunaux révolutionnaires qui gueule la liberté parce qu'il a les poches assez pleines pour en jouir et sans tenir compte de la situation critique de la France à l'époque)". Robespierre est, paradoxalement, nettement plus sympathique.

Le rapport entre le lys rose et Danton dans mon esprit? Que celui qui a des yeux pour lire, comprenne.

Bruno Tabuteau

BULLETIN D'ABONNEMENT AU LYS ROUGE
à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

NOM/PRÉNOM :

Adresse :

.....

s'abonne au Lys Rouge et verse pour cela (soutien 60 F), (abonnement normal : 40 F) pour 4 numéros, à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

